

BREF PANORAMA DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN ITALIE

Ce pays, la 3ème économie de l'Union Européenne depuis le départ du Royaume-Uni, est terriblement endetté et sa situation s'est détériorée avec la crise du Covid. Son gouvernement prévoit que la dette publique passera à **155,7% du PIB** en 2020 (autrement dit, en 2020 le pays n'aura produit en richesse que l'équivalent des deux tiers de sa dette !). Le 29 avril 2020, sa note financière (c'est-à-dire l'évaluation de ses capacités financières) a baissé pour une agence de notation et est, devenue *en perspective négative*, pour les deux autres principales agences. L'Italie se retrouve maintenant très proche d'être considéré comme "à risque" sur les marchés financiers. L'État italien se retrouve coincé avec, d'un côté, une dette immense, de l'autre la possibilité de continuer à s'endetter pour faire face à la situation, de par le soutien monétaire de la BCE. Le problème est donc à *la fois repoussé... et surtout augmenté*. A ceci vient s'ajouter les très sombres prévisions de *Carlo Bonomi* du patronat italien.

Le gouvernement italien ne renouvellera pas l'interdiction des licenciements ! C'est l'une des premières mesures qui avait été adoptée au début de la pandémie pour atténuer ses dramatiques conséquences économiques. Cette annonce réjouit le patronat qui réclamait depuis plusieurs mois la suppression de cette mesure. *Un automne chaud ?* C'est la grande peur du gouvernement Conte (des forces politiques et des syndicats !) sur le plan sanitaire avec une forte recrudescence du Covid dans la Vénétie et en Lombardie, les deux locomotives de l'économie, mais surtout sur le terrain social avec une récession cette année de 10,6 % prévue par le FMI.

Le Parlement italien a adopté la mise à jour du « *Document économique et financier* » (DEF) qui sert de cadre à la préparation du budget de 2021. Il est prévu pour l'an prochain une dette portée à **158 % du PIB**. Pour limiter les effets du Covid-19 sur l'économie italienne, le gouvernement avait annoncé plus de 100 milliards d'euros d'emprunts supplémentaires cette année pour soutenir les entreprises et les ménages. Les syndicats tirent la sonnette d'alarme en réclamant la « *reconduction intégrale de tous les dispositifs actuellement en vigueur* » pour atténuer les conséquences sociales du Covid-19. Le gouvernement souhaite pour l'instant mobiliser 5 milliards d'euros pour notamment maintenir la réduction de 30% des cotisations sociales pour les entreprises ayant des activités dans le Mezzogiorno (le sud de l'Italie), mais aussi la prise en charge du chômage partiel dans les secteurs les plus touchés comme le tourisme, la restauration et la mode.

Il faut savoir que **500.000 salariés et travailleurs n'ont toujours pas perçu les aides promises**. Avant un « automne chaud », c'est le gel qui est tombé sur le dialogue social. Les réticences hollandaise, autrichiennes, danoises et suédoises quant au plan de relance européen franco-allemand mi-juillet 2020 relèvent du même point de vue : la situation de l'Italie (mais aussi dans une moindre mesure l'Espagne et la France) est considérée comme **trop précaire** et il faudrait mieux lâcher le pays (ou alors le mettre au pas). L'Italie se trouve donc exposée à **un**

double risque, soit *politique*, soit directement depuis *les marchés financiers*, paniquant d'un coup pour une raison ou une autre et refusant de prêter à l'État, qui deviendrait très rapidement insolvable. Son effondrement aurait une répercussion majeure pour la monnaie européenne, bien plus que celui de l'État grec en 2010. En plus, l'Italie n'est pas le seul maillon faible, l'Espagne l'étant également, ainsi que la France dans une moindre mesure, mais avec des conséquences bien plus importantes pour l'euro en cas de crise. Nous fermons ici la parenthèse économique qui devait être faite pour comprendre dans quel "milieu économique" se débat le mouvement syndical.

La crise provoquée par le coronavirus déconcerte par sa rapidité et sa profondeur de diffusion dans l'économie. Apparu en Chine en décembre 2019, le coronavirus s'est propagé en l'Italie dès février 2020, en faisant le premier pays occidental touché. Les mesures restrictives, prises au motif légitime de la préservation de la santé des citoyens, se sont d'abord accompagnées d'une contraction de l'offre, suivie d'un choc de la demande. A l'arrêt pour potentiellement 50% de ses activités (celles « non essentielles ») depuis le 22 mars 2020, le système productif italien teste ses limites et accuse ses premières pertes. La production industrielle a chuté de 16,6% en seulement un mois (entre février et mars), de nombreux segments de l'économie ont été être touchés dont la construction (-33,3%), le tourisme (-30%), les services (-4,8%) ou même l'agro-alimentaire (-1,7%). Fortement intégré à la chaîne mondiale de valeurs, le système productif italien se heurte en outre à l'apparition de goulots d'étranglement : des retards dans l'approvisionnement en matières premières et biens intermédiaires ; une interruption partielle de l'activité productive chez ses principaux partenaires commerciaux que sont la Chine, l'Allemagne, et les États-Unis ; ou encore des difficultés logistiques pour recevoir des marchandises de l'étranger en raison des réticences de certains transporteurs pour des raisons de sécurité. Le secteur automobile, dont 35% de la valeur ajoutée dépend des importations, est particulièrement exposé, de même que celui des machines-outils (27,9%), voire la production de denrées alimentaires et de boissons (20,3%). Au choc de l'offre fait écho celui de la demande qui s'est subitement tarié. Environ 50% de la dépense des ménages italiens serait actuellement décalée ou supprimée. Les dépenses non reportables et de première nécessité concentreraient 40% du panier de dépenses des ménages : biens alimentaires et boissons non alcoolisées (12,1%), dépenses liées à l'habitat (24%) et santé (3,9%) ; contre une contraction parallèle de la demande pour les 9 postes restants (60% du total). A contrario, d'autres secteurs connaissent une forte progression : +400% pour les produits désinfectants et nettoyeurs ; +200% pour la farine et la levure de bière ; +135% pour les produits de teinture des cheveux. Ces évolutions reflètent les changements comportementaux en cours : les ménages confinés avec leurs enfants se tournent davantage vers des activités domestiques (la cuisine, le pain fait maison, coloration à domicile) et les services en ligne pour éviter les déplacements et garder contact avec leurs proches (télécommunications, ventes en ligne, livraison à domicile). L'économie italienne teste et renforce aussi sa résilience par des choix politiques raisonnés et l'émergence de nouvelles formes d'organisation sociale. Pour maintenir à flot l'économie, le gouvernement a garanti le maintien d'« activités essentielles » qui génèrent à elles seules environ 60% de la valeur ajoutée et de la production ; emploient environ 70% des actifs (15 millions) et comprennent 44% des

entreprises (presque 1,9 million). L'État a également octroyé une enveloppe de 400 millions d'euros pour l'aide alimentaire. Les entreprises ont recours massivement au télétravail quand cela est possible (8,4 millions de salariés potentiellement concernés, soit 46% des salariés), afin de maintenir leur personnel dans l'emploi.

Autre problème de l'Italie, sa démographie négative

Pour la septième année consécutive, la péninsule a établi un nouveau record négatif de naissances. Une tendance qui va être aggravée par le coronavirus et la crise qui va suivre. Mais sans une démographie dynamique, l'économie du pays est destinée à rester à l'arrêt. C'est une chute continue qui paraît inéluctable. En 2019, annonçait le site de *Limes*¹, *“l'Italie a enregistré 435 000 naissances”*. En 2018, les nouveau-nés étaient 439 000 et, un an plus tôt, en 2017, ils étaient 458 000. À titre de comparaison, la France, malgré une natalité en baisse, a enregistré 753 000 nouvelles naissances en 2019, et ce alors que les populations des deux nations sont plus ou moins comparables. *“C'est la septième année consécutive que l'Italie établit un nouveau record négatif de naissances”*, fait remarquer la revue géopolitique transalpine, tentant d'analyser les raisons de ce déclin qui semble inarrêtable. Comme l'explique *Limes*, une nette tendance à la baisse des naissances a été observée en Italie à partir de 2009. *“C'est la conséquence de la crise économique, qui est arrivée concomitamment à des transformations profondes, liées à la diminution de la population en âge de procréer”*. Résultat, *“en un peu plus d'une décennie, le nombre de nouveau-nés a été divisé par quatre”*. L'Italie est donc en train d'affronter un bouleversement démographique historique, et, mauvaise nouvelle, la tendance n'est pas près de s'inverser, selon *Limes* : *“La pandémie pourrait avoir des effets négatifs sur le front de la natalité, et ce à cause de deux facteurs : d'un côté elle crée un climat d'incertitude et de peur, et de l'autre le coronavirus a engendré des difficultés de nature économique qui pourraient conditionner les choix de fécondité de nombreux couples italiens”*. Pour détailler les conséquences attendues d'un climat de peur liée à la situation sanitaire globale, la revue de géopolitique parle d'un *“effet Tchernobyl”*. *“Les statistiques de 1987 témoignent que, neuf mois après l'incident de la centrale nucléaire, les naissances en Italie avaient subi une chute bien visible”*, observe *Limes*. Mais, au-delà de cet effet qui pourrait être passager, le média italien s'inquiète bien plus des conséquences que risque d'avoir la crise économique sur les naissances. En effet, en observant les tendances des années précédentes, *Limes* esquisse une prévision des chiffres dans les années à venir en s'appuyant sur *“un modèle de régression linéaire qui prévoit 1 500 nouveau-nés en moins pour chaque point de chômage en plus”*. Résultat : *“en 2020 on passerait de 435 000 naissances à 426 000, pour arriver à 396 000 nouveau-nés en 2021 dans l'hypothèse la plus négative”*. Un scénario *“à la grecque”*, en somme, pays qui au plus fort de la crise économique *“a vu le nombre de naissances diminuer de 20,4 %, entre 2008 et 2013, tandis que le taux de chômage augmentait lui de presque 20 %”*. L'Italie est donc d'un point de démographique en crise ... un autre secteur de plus!

Luc Thibault, janvier 2021

¹ <https://www.limesonline.com/rubrica/natalita-coronavirus-italia-demografia>